



**HAL**  
open science

# Une princesse au coeur des révolutions : la duchesse de Berry (1798-1870) \*

Hélène Becquet, Gilles Malandain

## ► To cite this version:

Hélène Becquet, Gilles Malandain. Une princesse au coeur des révolutions : la duchesse de Berry (1798-1870) \*. 2013. halshs-01304321

**HAL Id: halshs-01304321**

**<https://shs.hal.science/halshs-01304321>**

Submitted on 19 Apr 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Une princesse au cœur des révolutions : la duchesse de Berry (1798-1870)\*

Hélène Becquet et Gilles Malandain

De Marie-Caroline de Bourbon-Siciles, devenue en 1816 duchesse de Berry, les contemporains ont dressé un portrait contrasté, à la fois romanesque et scandaleux. À bien des égards, en effet, elle est sortie de la voie tracée aux femmes de son temps, même quand elles sont princesses. Sur le plan personnel, elle a choisi, une fois veuve, de mener une vie indépendante, mondaine et libre jusqu'à être obligée de se remarier pour atténuer le scandale d'une grossesse illégitime. Sur le plan politique, dans un pays où les femmes ne règnent ni ne sont citoyennes, elle a obtenu, de haute lutte, le titre de régente dont elle se sert pour mener avec panache une ultime « guerre de Vendée ». Le destin particulier de Marie-Caroline continue à fasciner, et les nombreuses biographies dont elle est encore l'objet montrent qu'elle n'a guère perdu de son pouvoir de séduction. Au-delà des péripéties d'une existence profondément marquée par l'instabilité politique de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, elle intéresse encore les historiens à double titre. D'une part, sa vie et le récit qu'on en a fait sont exemplaires de la place des femmes dans la société européenne du temps ; d'autre part, son combat contre les forces révolutionnaires permet de plonger au cœur des problèmes politiques du siècle et d'éclairer la lutte centenaire et européenne entre révolution et contre-révolution.

### De la Sicile à Paris

La future duchesse naît au palais de Caserte, en Campanie, le 5 novembre 1798. Elle est la petite-fille du roi Ferdinand IV de Naples, auquel son père puis son demi-frère et enfin son neveu succéderont sur le trône des Deux-Siciles jusqu'en 1860. Par sa grand-mère, la reine Marie-Caroline, sœur de Marie-Antoinette, comme par sa mère, Marie-Clémentine d'Autriche, elle est étroitement apparentée à la famille impériale. Son enfance est marquée par les tempêtes déclenchées par la Révolution française dans toute l'Europe : elle n'a pas deux mois lorsque l'arrivée imminente des troupes françaises conduit sa famille à s'enfuir pour Palerme, sous la protection de l'amiral Nelson et sur une mer démontée. Elle n'en revient qu'au début de 1801, après une répression particulièrement sanglante de l'éphémère République parthénopeenne. Cinq ans plus tard, une nouvelle invasion française, plus durable, chasse encore une fois les Bourbons de Naples vers la Sicile, défendue par la flotte anglaise, et c'est dans l'île que la jeune princesse passe les dix années qui suivent, au sein d'une nombreuse fratrie – issue du remariage de son père, veuf dès 1801 – jusqu'au printemps 1816. À peine revenue à Naples, âgée de 17 ans, elle y est mariée avec le duc de Berry, neveu du roi de France Louis XVIII, et quitte l'Italie, *a priori* définitivement.

Les biographes de la duchesse ont souvent négligé l'empreinte de cette enfance sicilienne, relativement mal connue ; pourtant, souligne Laure Hillerin, « la jeune princesse que l'on expédie en France, si elle est certes de haut lignage – moitié Bourbon, moitié

---

\* Texte accompagnant le catalogue de l'exposition organisée par le Conseil général du Loir-et-Cher, du 8 mars au 26 mai 2013, à Blois (Expo 41). Comité scientifique : Colette Beaune, Luc Forlivesi, Laure Hillerin, Frédéric Lacaille, Anne-Cécile Tizon-Germe. Réalisation : Olivier de Charsonville, Pauline Chambrier, Florane Gru.

Habsbourg – restera toujours une Napolitaine », fille de « la cité baroque dominée par le Vésuve » mais aussi des vicissitudes que connaît sa famille, comme toutes les dynasties européennes, durant ses premières années, jusqu'à l'exil imposé par les Britanniques à sa grand-mère en 1813. Tout est réuni pour donner à la jeune femme, à défaut d'un haut niveau d'éducation et de maîtrise de soi, le sentiment de la précarité de la vie (et du pouvoir), en même temps que l'expérience d'une certaine simplicité, d'une relative liberté et une aptitude à s'adapter à des contextes très divers. Si son ascendance royale la qualifie pour enfanter à son tour un roi, la princesse qui débarque à Marseille à la fin du mois de mai 1816, apporte d'emblée une touche d'« exotisme » et de fraîcheur aux vieux Bourbons de France, difficilement « restaurés » après la chute, en deux temps, de Napoléon.

La jeune duchesse est en effet très attendue et reçoit un accueil triomphal et festif durant les quinze jours de voyage qui la conduisent jusqu'à Paris. Reçue par Louis XVIII dans la forêt de Fontainebleau le 15 juin 1816, elle fait alors la connaissance de la famille royale : son beau-père, le comte d'Artois, frère du roi et comme lui veuf, son beau-frère, le duc d'Angoulême, et surtout l'impressionnante épouse de celui-ci, Marie-Thérèse de France, la fille de Louis XVI, « l'orpheline du Temple », véritable icône du régime, enfin son mari, Charles-Ferdinand, second fils du comte d'Artois, avec lequel elle avait noué une « idylle épistolaire » dans les semaines précédentes. À 38 ans, il est le plus jeune et le moins compassé du groupe, celui aussi sur lequel reposent tous les espoirs de perpétuation directe de la dynastie – le couple Angoulême étant demeuré stérile. Les heureux époux doivent encore subir les longues et pompeuses cérémonies de l'entrée dans Paris puis du mariage, entre Notre-Dame et les Tuileries, avant de connaître l'intimité. Une toute nouvelle vie commence alors pour la « petite duchesse », sous la lourde pression que font peser sur elle la stricte étiquette de la cour de France, le regard souvent sévère, sinon cruel, de la haute société parisienne et surtout l'attente d'un héritier. « Nous autres princesses, on ne nous regarde que comme des moules à enfants », aurait-elle dit elle-même quatre ans plus tard à son accoucheur<sup>1</sup>...

### **Le tournant de 1820**

Dans un premier temps, le rôle politique de la duchesse – comme d'ailleurs celui de son mari – est en effet aussi limité que potentiellement essentiel : il consiste à enfanter. De fait, trois grossesses se succèdent, mais il faut attendre le 21 septembre 1819 pour que naisse, après deux déceptions, le premier enfant viable, Louise, qu'on appelle « Mademoiselle ». En attendant l'héritier tant espéré, la duchesse se partage entre les contraintes officielles de la cour – en particulier le dîner chaque jour aux Tuileries, suivi de sinistres parties de loto avec la famille royale – et les plaisirs nombreux que lui offre la « vie élégante » de la capitale. Le couple Berry se distingue en effet des autres princes par une sociabilité plus ouverte et plus active qui les conduit à investir les hauts lieux du « Tout-Paris », des promenades (Champs-Élysées, boulevard de Gand – aujourd'hui des Italiens) aux salons et aux bals mondains, en passant par tous les lieux de spectacles. Leur résidence particulière, au palais de l'Élysée, leur donne en effet une autonomie, que redouble l'affichage d'un bonheur conjugal fort éloigné des traditions princières ou même aristocratiques. Quoique infidèle, le duc paraît avoir été

---

<sup>1</sup> Louis-Charles Deneux, *Quatrième grossesse de la duchesse de Berry, naissance du duc de Bordeaux*, manuscrit inédit publié par le Dr A. Mattei, Paris, 1881, p. 64.

réellement attaché à sa jeune épouse, qu'il encourage à s'émanciper, dans une certaine mesure, de la cour et des convenances – en la tutoyant, ou en lui offrant en 1818 le château de Sully à Rosny-sur-Seine et le magnifique domaine qui l'entoure.

Par ce style de vie, le couple tranche sur l'image crispée et rétrograde que renvoie la famille royale. À cet égard, aux yeux de la société parisienne, il peut seul rivaliser avec les Orléans, ces cousins et successeurs potentiels des Bourbons, qui organisent au Palais-Royal des fêtes autrement plus ouvertes et décontractées que les pesantes réceptions de la cour, et qui soutiennent les idées libérales contre l'ultra-royalisme revanchard. Si les deux princes ont des personnalités et des orientations politiques peu compatibles, les deux duchesses se connaissent bien, puisque Marie-Amélie (de Bourbon-Siciles) est la jeune tante de Marie-Caroline, dont elle a été très proche jusqu'à son mariage en 1809. En résulte une relation ambiguë entre les deux couples, qui se croisent souvent et affichent leur bonne entente pour tenter de conjurer l'évidente concurrence qui les oppose dans l'incarnation de l'avenir de la monarchie en France – les Orléans ayant déjà donné naissance à quatre fils...

L'assassinat du duc de Berry le 13 février 1820 change brutalement le cours de la Restauration comme la vie de sa jeune épouse. C'est en raccompagnant celle-ci à sa voiture, à la sortie de l'Opéra de la rue de Richelieu, que le duc est frappé d'un violent coup de poignard qui le blesse mortellement. Ayant arraché lui-même l'arme de sa poitrine, il tombe dans les bras de Marie-Caroline qui a sauté du carrosse et dont la robe blanche se couvre de sang. Faisant preuve, comme l'écrit l'historienne américaine Jo Burr Margadant, d'un « sens aigu de l'acte héroïque », elle ne quitte pas un instant son mari durant les quelque sept heures que dure son agonie, dans une petite salle de l'Opéra, et s'évanouit quand il expire. Sa présence et son émotion démonstrative sont décisives pour permettre de magnifier les « derniers moments » du prince en « belle mort » exemplaire et déchirante, à la fois tragédie et scène mélodramatique, ponctuée de coups de théâtre tels que l'apparition des deux filles que le duc a eues en Angleterre ou encore l'annonce par le mourant de la nouvelle grossesse de sa femme.

Le drame propulse ainsi d'autant plus la jeune princesse sur le devant de la scène qu'à la compassion pour l'épouse inconsolable s'ajoute l'espoir d'une naissance « miraculeuse ». Obligée de réintégrer les Tuileries, elle est alors au centre de l'attention publique et surtout de l'intense propagande royaliste qui accompagne la crise politique et le « virage à droite » de la monarchie après l'attentat. Elle-même se prête d'ailleurs sans mal à l'instrumentalisation de son image de veuve éplorée, prend parti pour la réaction et n'hésite pas, dans un contexte qui reste longtemps tendu, à « stimuler le zèle » de la police en rédigeant elle-même (en janvier 1821) de fausses lettres de menace. Mais tout est permis à « l'ange de la Sicile », pourvu qu'elle accouche d'un fils en bonne santé... ce qu'elle fait, seule, dans la nuit du 28 au 29 septembre 1820. La scène a frappé les esprits : consciente des soupçons qui pouvaient s'élever, Caroline appelle à grands cris des témoins et s'exhibe devant les gardes nationaux de service, stupéfaits, avant que le médecin ne coupe enfin le cordon ombilical. Ce sacrifice de toute pudeur était audacieux au regard du puritanisme montant, mais il était aussi très politique puisqu'il garantissait la légitimité du futur roi : d'une certaine façon, le corps de la duchesse, en tant que mère royale, était encore un bien public. Prévenant toute contestation sérieuse, elle avait bel et bien rempli son rôle : Henri Dieudonné, « l'enfant du miracle », donnait soudain un avenir aux Bourbons de France.

## Une princesse séduisante et moderne

Au printemps 1821, après avoir quitté le deuil de son mari et porté son fils sur les fonts baptismaux, la jeune veuve retrouve un peu de liberté, d'autant que l'éducation de ses enfants, et en particulier celle de l'héritier du trône, ne lui incombe en aucune manière, en dépit de ce que suggèrent de nombreuses images. Peu intégrée dans la famille royale, elle s'entend de plus en plus mal avec son beau-père – qui devient roi en 1824 – comme avec l'influente et austère duchesse d'Angoulême, qu'elle exaspère et dont elle est en quelque sorte une antithèse. Elle est pourtant forte d'un nouveau statut et d'une nouvelle stature, et les années qui suivent sont pour elle le temps de l'affirmation de soi ; à l'avènement de Charles X, elle exige ainsi de porter le titre de « Madame », en principe réservé à la fille ou à la belle sœur du monarque, et en impose l'usage, à défaut d'avoir voix au chapitre familial. Elle fuit néanmoins de plus en plus la froideur de la cour. Durant l'hiver à Paris, elle sort toujours beaucoup, et passe surtout l'essentiel de la belle saison à Rosny, où elle fonde un hospice et une chapelle en mémoire de son mari, dont elle a obtenu de garder le cœur en relique. Elle réaménage aussi le parc et le château, agrandi pour accueillir de nombreux invités ainsi que ses collections d'objets d'art, de tableaux, et une bibliothèque de 8 000 livres reliés à ses armes, dans laquelle on trouve notamment le meilleur du romantisme alors naissant. La princesse se veut en effet curieuse et protectrice du goût de son temps, achète sans compter dans les boutiques de Paris et sait donner de la publicité à ses dépenses, qu'elles soient d'ailleurs de mécénat ou de simple bienfaisance.

Alors que la famille royale reste obstinément fermée aux innovations culturelles, la duchesse de Berry est capable de suivre ou même de donner le ton – le journal mondain *La Mode*, lancé par Émile de Girardin en 1829, invoque d'ailleurs son patronage. Elle contribue ainsi au succès du style troubadour, elle promeut le raccourcissement des robes ou l'usage d'accessoires nombreux. Elle accepte de patronner un nouveau théâtre, le Gymnase-Dramatique (ou Théâtre de Madame), temple de la comédie-vaudeville, genre bourgeois plutôt que noble, libéral ou modéré plutôt qu'ultra. En lançant très largement la station de Dieppe, elle joue aussi un rôle important dans la vogue des bains de mer, par laquelle le « désir de rivage » s'affirme comme un trait majeur de la sensibilité contemporaine. Elle s'y montre tous les étés à partir d'août 1824, en jeune femme intrépide et libre, que ni l'eau froide et houleuse de la Manche ni les regards des curieux n'intimident.

Rosny ou Dieppe sont des lieux où elle met en scène son propre style, parfois en décalage sensible avec les normes traditionnelles et l'exclusivité sociale que défend la famille royale. Ainsi, à Rosny, elle monte volontiers à cheval et chasse de plus en plus, emmenée par l'exaltée comtesse Félicie de La Rochejaquelein, qui sera un des principaux chefs vendéens de 1832. Elle aime les bals masqués et les accoutrements étonnants, comme lorsqu'elle apparaît en Marie Stuart dans une réception qu'elle donne en 1829. Elle cultive aussi le goût du spectacle de rue, s'aventurant hors des quartiers les plus huppés de la capitale, ou celui de la fête champêtre, comme celle qu'elle organise chaque année à Rosny pour la saint Henri.

Cette liberté transparaît également dans le long voyage qu'elle effectue, à la demande du roi, dans l'ouest et le sud-ouest du pays durant l'été 1828. Dans le contexte de contestation et de recul des ultraroyalistes – qui ont perdu le pouvoir avec les élections de 1827 –, ce voyage est minutieusement préparé et donc triomphal. Descendant la Loire, en passant par Chambord, qu'une souscription nationale avait offert au duc de Bordeaux, et par Saumur, le trajet conduit vers Nantes et l'Ouest vendéen et breton, avant d'obliquer vers Bordeaux et

Pau, la ville du « bon roi Henri ». N'hésitant pas à sortir des sentiers battus et des cortèges officiels, elle découvre, émue, les lieux de mémoire et les profondeurs de la France catholique et royaliste, non sans peut-être surestimer alors la détermination sacrificielle des masses paysannes qui l'accueillent avec ferveur. Il ne faut en tout cas pas s'y tromper : si son excentricité relative par rapport à une cour de plus en plus anachronique et critiquée lui vaut une certaine popularité, la duchesse de Berry n'est en rien une princesse libérale et désavoue nettement toute tentative d'enrôlement du côté de la modération. Tout au plus peut-on dire qu'elle offre un visage plus séduisant de la monarchie traditionnelle que sa belle-famille et qu'elle en propose une version plus adaptée à la culture ou à la sensibilité de son temps.

Parce qu'elle ne suit guère la vie politique et qu'elle n'a ni parti ni projet précis, les Trois Glorieuses (27-28-29 juillet 1830) la prennent de court. Épargnée par les attaques des révolutionnaires, elle a cependant l'idée courageuse de prendre la tête de la résistance royale, d'abord en proposant d'emmener elle-même le duc de Bordeaux, âgé d'à peine 10 ans, à l'Hôtel de ville pour le faire acclamer par la foule parisienne, puis, quand la capitale est totalement perdue, d'animer la résistance depuis la Vendée. Dans tous les cas, Charles X oppose un refus ferme et méprisant, que la princesse n'ose pas transgresser. L'abdication de Charles X et du Dauphin le 2 août à Rambouillet ne change rien à sa situation. La mort dans l'âme, elle doit se résigner à suivre sa famille dans sa piteuse retraite jusqu'au port de Cherbourg que le convoi des Bourbons déchus atteint seulement le 15 août, et c'est dans la consternation la plus profonde qu'elle s'embarque pour l'Angleterre, vouant aux gémonies les Orléans dont elle se pensait l'amie.

### Marie-Caroline régente

La famille royale trouve refuge d'abord au château de Lullworth, puis à Edimbourg, au palais royal de Holyrood. Contrairement au reste de sa famille, Marie-Caroline refuse de se résigner à son sort et pense avoir une chance de reconquérir la couronne pour son fils. En France, les partisans de la famille royale déchu, les légitimistes, sont encore nombreux. Ils se réorganisent en comités plus ou moins secrets, couronnés par un conseil chargé de la liaison avec les princes, le « comité de Paris », dont la composition est mouvante. Ils peuvent compter sur une presse relativement puissante – un quart environ de la production de l'époque en la matière. En Vendée<sup>2</sup>, une armée légitimiste tente de se reconstituer sur le modèle de l'armée catholique et royale de 1793, sans susciter d'enthousiasme massif. Composée essentiellement de paysans refusant la conscription, elle est dirigée par les héritiers des chefs de la révolte contre la Convention : les Charette, La Rochejaquelein, Cathelineau, entre autres.

L'activité du mouvement est cependant entravée par les divisions au sein de la famille royale. Henri V est mineur, et il faut envisager une régence. Le plus souvent, dans la monarchie française, cette régence est dévolue à la mère du roi, en l'occurrence la duchesse de Berry. Cependant, si Charles X confirme son abdication au mois de septembre 1830, il déclare conserver la régence. Sceptique sur le succès d'une insurrection, désapprouvant généralement l'attitude et les idées de sa belle-fille, il refuse de lui abandonner le pouvoir. Cette décision est mal acceptée par la majorité des légitimistes qui considère que la révolution de 1830 est due à l'incapacité du roi et préfère donc qu'il quitte complètement la scène

---

<sup>2</sup> Il s'agit ici de la Vendée au sens historique, plus vaste que le département actuel puisqu'elle s'étend sur la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres.

politique. Sous la pression de ses partisans, Charles X finit par accorder à sa belle-fille une régence conditionnelle, soumise à la réussite du soulèvement qui se prépare et au contrôle d'un conseil de régence dont la présidence est confiée à son homme de confiance, le duc de Blacas. Ce dernier est également chargé de surveiller les faits et gestes de Marie-Caroline, qui s'installe à Bath au mois de septembre 1830 pour être plus proche du continent et plus indépendante de son beau-père. Le comte de Bourmont, maréchal de France et ancien chouan, devient son principal conseiller et doit diriger l'insurrection destinée à renverser Louis-Philippe. Envisagée dès l'automne 1830, celle-ci est sans cesse reportée au gré des indications contradictoires venues de France.

Marie-Caroline finit par quitter l'Angleterre le 17 juin 1831 et s'installe à Massa, dans les États du duc de Modène, seul souverain à n'avoir pas reconnu Louis-Philippe. Là, elle parvient à prendre la tête de la mouvance légitimiste en congédiant Blacas, ce qui consomme la rupture avec le reste de la famille royale. Après de nouvelles tergiversations, encouragée notamment par des lettres de l'avocat Berryer qui avait défendu avec succès des Vendéens contre le gouvernement de Louis-Philippe et avait été conquis par leur enthousiasme, elle décide de passer à l'action. Le 29 avril 1832, elle débarque près de Marseille et attend les résultats du soulèvement provençal prévu le lendemain.

Celui-ci est un fiasco complet, mais, plutôt que de rebrousser chemin, Marie-Caroline décide de se rendre en Vendée où elle prévoit un soulèvement pour le 24 mai. En réalité, dès ce moment-là elle se leurre sur ses chances de réussite. L'écrasante majorité des chefs vendéens avait renoncé à se soulever, considérant que, sans l'aide de troupes de ligne françaises ou étrangères, l'échec était assuré. En outre, le gouvernement de Louis-Philippe avait suivi les mouvements de la duchesse et envoyé des renforts militaires dans la région. Enfin, une fois de plus, sur la pression du comité de Paris, dont Berryer se fait l'émissaire après avoir changé d'opinion, l'échéance est reculée et manque même d'être annulée, ce qui désorganise les troupes les plus tenaces. L'insurrection, déclenchée dans la nuit du 3 au 4 juin 1832, n'est qu'un sanglant baroud d'honneur.

Marie-Caroline ne participe pas aux combats, mais elle partage la vie des Vendéens. Déguisée en jeune paysan, sous le nom de « Petit Pierre », elle passe de fermes en châteaux accompagnée de son écuyer le comte de Mesnard, d'Athanase de Charette ou encore d'Eulalie de Kersabiec. Après la défaite, malgré les objurgations de sa famille et de ses partisans, elle refuse de s'enfuir, espérant qu'une autre chance se présentera. Le 9 juin, elle arrive à Nantes et se cache chez les demoiselles de Guiny avec Stylite de Kersabiec, Mesnard, et l'avocat Achille Guibourg. Grâce à la trahison d'un des agents de la duchesse, Simon Deutz, sa cachette finit par être découverte. Le 7 novembre, les gendarmes perquisitionnent la maison des demoiselles de Guiny. Marie-Caroline, Guibourg, Mesnard et Kersabiec ont juste le temps de se cacher derrière la cheminée. L'endroit est étroit et les gendarmes font du feu. Au bout d'un moment, la duchesse, manquant d'étouffer, décide de se rendre, mettant fin ainsi à la dernière guerre de Vendée.

« Il y a dans la tête et le cœur de cette princesse de quoi faire vingt rois », aurait dit Berryer<sup>3</sup>. Malgré l'opposition de Charles X, Marie-Caroline a su se faire reconnaître comme

---

<sup>3</sup> Athanase de Charette de la Contrie, *Journal militaire d'un chef de l'Ouest, contenant la vie de Madame, duchesse de Berry, en Vendée*, Paris, Dentu, 1842, p. 62.



régente de fait par les légitimistes et c'est bien en régente, appuyée sur les conseils des principales personnalités légitimistes, qu'elle a mené son combat. Pourtant, après son échec, légitimistes comme orléanistes lui reprocheront de s'être lancée à corps perdu dans une aventure dont elle n'aurait vu que la portée romanesque. C'est en fait attribuer à la faiblesse supposée de son sexe des erreurs partagées par maints dirigeants légitimistes. Que son aventure vendéenne ait comporté bien des épisodes dignes d'un roman, c'est incontestable, mais les récits qui en ont été fait ultérieurement ont accentué cet aspect au détriment des enjeux politiques.

### Du Capitole à la Roche tarpéienne

Le gouvernement décide de transférer Marie-Caroline à la forteresse de Blaye, près de Bordeaux. Elle y arrive le 15 novembre, est installée chez le commandant de la place et placée sous surveillance étroite. Les conditions de son emprisonnement ne sont pas drastiques. Elle a toujours des compagnons de captivité : le comte de Mesnard et Stylite de Kersabiec, puis le comte de Brissac et la comtesse d'Hautefort. Les commandants successifs de la place, le colonel Chousserie et le maréchal Bugeaud, ferment en outre volontiers les yeux sur la correspondance que la duchesse entretient avec l'extérieur et lui font généralement parvenir les journaux de tous les partis. Elle reçoit en outre un nombre considérable de présents de toutes sortes, notamment beaucoup de nourriture, *La Gazette du Midi* ayant lancé l'idée qu'il fallait lui en envoyer pour qu'elle ne soit pas obligée de la prendre du gouvernement de Louis-Philippe<sup>4</sup>.

Pour les légitimistes en effet, la princesse devient une héroïne aux diverses facettes. Plusieurs ouvrages sont consacrés à ses aventures vendéennes dans lesquels on loue sa simplicité et sa bravoure<sup>5</sup>. Le contraste entre cette princesse menue et d'apparence fragile et les rudes paysans vendéens dont elle partage l'existence est exploité à satiété. Dans le même temps, non sans quelque paradoxe, les journaux légitimistes font de la duchesse une victime de la cruauté de son propre oncle, Louis-Philippe. On voit entre autres se développer toute une série d'estampes représentant une princesse mélancolique dans sa prison. C'est Chateaubriand qui exprime avec le plus de succès à la fois la colère des légitimistes envers Louis-Philippe et son gouvernement et leur attachement à la mère d'Henri V dans son *Mémoire sur la captivité de la duchesse de Berry* où il s'exclame « Madame, votre fils est mon roi », mots qui deviennent le cri de ralliement des royalistes fidèles aux Bourbons.

Marie-Caroline, forte de la mobilisation en sa faveur, cherche à obtenir un procès, dont elle espère une prompte libération. Elle se trouve en effet dans une situation embarrassante : elle est enceinte alors qu'elle n'est pas officiellement remariée. Ses gardiens le soupçonnent dès le mois de décembre, bien qu'elle tâche de le dissimuler en prétendant être malade. Le gouvernement envoie alors auprès d'elle plusieurs médecins à la fois pour veiller à sa santé et pour s'assurer de sa grossesse. Le bruit de cette dernière se répand dans les salons de la bonne société à Paris comme en province, et certains légitimistes se battent en duel pour défendre l'honneur de leur régente. Or, Marie-Caroline confirme toutes les rumeurs en annonçant son remariage dans une déclaration qui paraît le 26 février 1833 au *Moniteur*. Cette déclaration ne

---

<sup>4</sup> *La Mode*, octobre-décembre 1832, p. 248.

<sup>5</sup> Par exemple, Théodore Muret, *Jacques le Chouan : Madame en Vendée*, Paris, 1833 ; Théodore Anne, *La prisonnière de Blaye*, Paris, Charpentier, 1832.



dit rien de la grossesse ni du nom du mari, ce qui permet à nombre de légitimistes de continuer à nier les faits. Cependant, la duchesse accouche d'une fille le 5 mai 1833 et révèle alors le nom du père de l'enfant : le comte Hector Lucchesi-Palli, diplomate sicilien sans fortune. Le mariage a très vraisemblablement été monté de toute pièce et les apparences sont à peine sauvées<sup>6</sup>.

Cet épilogue jette le discrédit sur toute l'action de la duchesse de Berry et de ses partisans. La monarchie de Juillet ne pouvait rêver mieux : la duchesse est envoyée à Palerme, sans procès. Aux yeux des légitimistes, la faute est certes morale, mais elle est plus encore politique. Cette grossesse hors mariage fait planer un doute sur la légitimité d'Henri V, dont la naissance avait été dénoncée comme suspecte par les partisans des Orléans. La princesse défend une monarchie dont la légitimité repose sur la sacralité du sang royal et sur l'hérédité en ligne directe. En se comportant comme une simple particulière, elle en sape complètement les fondements.

## La vie d'exil

Durant son emprisonnement, la duchesse de Berry prétend renoncer à toute action politique pour vivre auprès des enfants de son nouveau mariage. Il semble cependant qu'elle ne s'y soit pas immédiatement résignée. Dans un premier temps, elle essaie d'obtenir de Charles X qu'il continue à la regarder comme princesse française, ce que le vieux roi, désormais installé dans les États de la maison d'Autriche, refuse obstinément. L'occasion était trop belle d'éloigner définitivement Marie-Caroline de la famille royale et surtout de ses enfants, le duc de Bordeaux et sa sœur, qui continuent donc à vivre auprès de leur tante la Dauphine Marie-Thérèse de France (précédemment duchesse d'Angoulême) et ne voient leur mère que de loin en loin. En outre, Charles X, toujours conseillé par le duc de Blacas, revient complètement sur son abdication. Il considère qu'il est le seul roi de France légitime et que son petit-fils ne deviendra Henri V qu'avec la mort du Dauphin (le duc d'Angoulême). Le mouvement légitimiste se scinde alors en deux tendances : les henriquinquistes, partisans de la royauté immédiate de Henri V, et les carlistes, partisans de la royauté de Charles X et de son fils Louis XIX. Cette division permet à Marie-Caroline de ne pas complètement sombrer dans l'oubli, les henriquinquistes, majoritaires, lui conservant son statut d'héroïne, en concurrence avec sa belle-sœur Marie-Thérèse de France, qui apparaît comme un élément central et modérateur au sein de la famille royale.

Cependant, le rôle politique de la duchesse de Berry est bel et bien terminé. À partir de 1834, elle s'installe à Graz, en Styrie, dans les territoires de la maison d'Autriche. Puis elle achète le château de Brunnsee, toujours en Styrie, et le palais Vendramin sur le Grand canal à Venise. Entre ces trois résidences, elle mène une vie de mère de famille nombreuse, puisqu'elle met encore au monde quatre enfants, et de mécène et collectionneuse. Son palais vénitien est un haut lieu de la Venise aristocratique. Elle y aménage une salle de spectacle de 300 personnes et y organise de nombreuses fêtes. Sa principale préoccupation politique concerne le devenir de ses enfants. Si elle n'est pas à l'origine de leurs mariages, arrangés par Marie-Thérèse de France avec la complicité de l'impératrice d'Autriche, elle les approuve. Louise épouse en 1845 Charles de Bourbon-Parme et Henri, Marie-Thérèse d'Autriche-Este

---

<sup>6</sup> En dernier lieu, Laure Hillerin avance l'hypothèse que la duchesse aurait été depuis plusieurs années la maîtresse de Ludovic de Rosambo, gendre de Mesnard.

l'année suivante. Ces mariages lui permettent d'espérer que la cause légitimiste finira par triompher. Las, le mariage d'Henri reste stérile et oblige à songer à un projet qu'elle combat de toutes ses forces : la fusion, autrement dit la réconciliation avec la branche d'Orléans, le petit-fils de Louis-Philippe devant hériter des droits du comte de Chambord à la couronne. Ce projet, qui lui semble une terrible compromission avec les principes révolutionnaires, ne connaîtra cependant jamais de véritable réalisation.

Durant tout son exil, la princesse est confrontée à la remise en cause des idées qu'elle avait défendues avec acharnement. Le printemps des peuples la surprend en 1848 à Venise : les Vénitiens chassent les Autrichiens et proclament la république. Malgré l'attitude conciliante de Daniel Manin, qui dirige le nouveau régime, elle décide de quitter la ville en attendant de connaître l'issue des combats, refusant de se compromettre avec la révolution. Pour cette fois, les forces contre-révolutionnaires triomphent, et l'Autriche rétablit sa mainmise sur l'Italie. Ce n'est que provisoire. Une dizaine d'années plus tard, tout est remis en cause par la politique du royaume de Piémont-Sardaigne, qui unifie la péninsule sous sa bannière. Marie-Caroline a des parents dans toute l'Italie, qu'elle voit abdiquer les uns après les autres. Sa sœur, Marie-Antoinette, grande-duchesse de Toscane, sa fille Louise, régente de Parme, son neveu François II, roi des Deux-Siciles doivent quitter leurs États. Le royaume d'Italie proclamé le 17 mars 1861 ne peut convenir à Marie-Caroline : il est le fruit de l'anéantissement d'États pluriséculaires et repose sur des principes libéraux proches de ceux de la monarchie de Juillet.

Les dernières années de Marie-Caroline sont assombries par des deuils personnels : Louise et Hector meurent en 1864. Très attachée à son second époux, la duchesse se retrouve en outre dans une situation financière délicate à sa mort. Le comte de Chambord accepte de verser une pension à sa mère en échange de la vente de tous ses biens. Elle passe ses dernières années à Brunnssee entourée de quelques fidèles, qui lui sont indispensables car elle devient peu à peu aveugle. Elle meurt le 16 avril 1870. Sa fin plus effacée ne doit pas faire sous-estimer le rôle qui fut le sien dans l'histoire du royalisme français au XIX<sup>e</sup> siècle, d'abord comme princesse royale, puis, surtout, comme régente. Son action à la tête de la résistance légitimiste n'a pas peu contribué à ancrer ce courant dans le paysage politique français, au moins jusqu'à la mort de son fils le comte de Chambord en 1883. Elle a pu notamment, estime Jo Burr Margadant, lui donner un visage accessible et moderne, celui d'une mère dévouée et courageuse, mais aussi d'une femme de cœur, apte à épouser son temps et à aimer ses contemporains, même si elle nageait contre le courant de l'histoire.

## Bibliographie

*Dictionnaire de la contre-révolution*, Jean-Clément Martin (dir.), Paris, Perrin, 2011.

*Entre cour et jardin : Marie-Caroline, duchesse de Berry*, [catalogue de l'exposition du Musée de l'Ile-de-France, Sceaux, 23 avril-23 juillet 2007], Sceaux, 2007.

*Marie-Caroline de Berry. Naples, Paris, Graz, itinéraire d'une princesse romantique*, Paris, Somogy, 2002.

*Les Lys et la République : Henri, comte de Chambord*, Somogy/Domaine national de Chambord, 2013.

Hélène Becquet, « Une royauté sans reine. Les princesses de la Restauration », in *La Dignité de roi. Regards sur la royauté au premier XIX<sup>e</sup> siècle*, H. Becquet et B. Frederking (dir.), Rennes, PUR, 2009, p. 137-152.

—, *Marie-Thérèse de France, l'orpheline du Temple*, Paris, Perrin, 2012.

Guillaume de Bertier de Sauvigny, *Un type d'ultraroyaliste, le comte Ferdinand de Bertier (1782-1864) et l'énigme de la Congrégation*, Paris, Presses continentales, 1948.

Hugues de Changy, *Le Soulèvement de la duchesse de Berry (1830-1832) : les royalistes dans la tourmente*, Paris, Albatros, 1986.

—, *Le mouvement légitimiste sous la Monarchie de juillet : 1833-1848*, Rennes, PUR, 2004.

Alain Corbin, *Le Territoire du vide. L'Occident et le désir de rivage, 1750-1840*, Paris, Aubier, 1988.

Laure Hillerin, *La duchesse de Berry : l'oiseau rebelle des Bourbons*, Paris, Flammarion, 2010.

Corinne Legoy, *L'enthousiasme désenchanté : éloge du pouvoir sous la Restauration*, Paris, Société des études robespierristes, 2010.

Gilles Malandain, *L'Introuvable complot. Attentat, enquête et rumeur dans la France de la Restauration*, Paris, Editions de l'EHESS, 2011.

Jo Burr Margadant, « The Duchesse de Berry and Royalist Political Culture in Postrevolutionary France », in J. B. Margadant (ed.), *The New Biography: Performing Femininity in Nineteenth-Century France*, University of California Press, 2000, p. 33-71.

—, « Les représentations de la reine Marie-Amélie dans une monarchie "bourgeoise" », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 36, 2008-1, p. 93-117.

Jean-Clément Martin, *La Vendée de la mémoire*, Paris, Seuil, 1989.

Anne Martin-Fugier, *La Vie élégante ou la formation du Tout-Paris : 1815-1848*, Paris, Fayard, 1990 (rééd. Perrin, « Tempus », 2011).

Hippolyte Thirria : *La duchesse de Berry (S.A.R. Madame), 1798-1870*, Paris, Plange, 1900